



Déclaration de B Lab concernant les sujets de controverse : L'industrie minière

Approche de B Lab concernant les sujets de controverse et la certification B Corp

Les entreprises certifiées B Corporation sont des entreprises à but lucratif qui répondent aux normes les plus rigoureuses en matière de performance sociale et environnementale globale, de responsabilisation et de transparence. Elles sont à l'avant-garde du mouvement visant à utiliser l'activité des entreprises comme une force pour générer un impact positif.

Des interrogations délicates et complexes surgissent régulièrement quant à la manière dont les sujets de controverse touchant le monde des entreprises peuvent affecter l'éligibilité d'une entreprise à la certification B Corp. Ces situations peuvent être communiquées par une entreprise dans son [Formulaire lié aux exigences de transparences](#), par une tierce partie par le biais du [Processus de plainte](#) officiel de B Lab ou par l'opinion publique, en débattant autour des exigences et des normes de certification de B Corp. Le [Conseil consultatif sur les Normes](#) indépendant de B Lab se charge ensuite de prendre les décisions appropriées, dans le cadre d'un processus d'examen associé aux exigences de transparences.

Le Formulaire lié aux exigences de transparences de B Lab sert de fondement au processus d'examen des exigences de transparences, qui couvre les industries, les pratiques, les résultats et les sanctions sensibles, et qui s'appuie sur des examens et des normes de tierces parties, comme par exemple, la Liste d'exclusion de la SFI et les Conventions de l'Organisation internationale du travail. Dans la mesure où une liste de sujets sensibles peut être incomplète, B Lab se réserve alors le droit de procéder à des examens similaires sur des questions non mentionnées dans le Formulaire lié aux exigences de transparences, mais qui sont considérées comme sujettes à des préoccupations importantes de la part des parties prenantes et à une violation potentielle de la Déclaration d'interdépendance du mouvement B Corp.

Face à l'émergence de nouveaux secteurs d'activité ou de questions pour lesquelles un modèle de prise de décision n'a pas encore été élaboré, B Lab conduit des recherches sur le sujet afin d'orienter la décision du Conseil consultatif sur les Normes. Cette recherche se base sur la compilation de sources complémentaires par le personnel de B Lab, avec pour objectif général d'identifier et de comprendre les différentes préoccupations du secteur ou le sujet de controverse, ainsi que les différentes perspectives des parties prenantes. Ce travail s'appuie sur une analyse de la presse spécialisée dans le secteur et l'impact de cette dernière, la manière dont le sujet de controverse est réglementé par d'autres normes, les politiques publiques existantes et les recommandations de politiques publiques émanant d'organisations à but non lucratif et d'autres experts en la matière, les cas d'étude des acteurs du secteur, aussi bien positifs que négatifs, les

entretiens avec des experts et d'autres commentaires et points de vue du public. Ce contenu est à son tour utilisé pour élaborer le cadre de l'examen du Conseil consultatif sur les Normes, afin de déterminer les types de questions auxquelles chaque entreprise devra répondre.

En ce qui concerne les secteurs d'activités sujets à des controverses, une tension naturelle et saine oppose la tendance à exclure toutes les entreprises de ces secteurs d'activités de la possibilité d'obtenir la certification B Corp, et le *besoin d'un leadership* qui a le potentiel de transformer la culture, le comportement et l'impact de ces entreprises. Même si B Lab et son [Conseil consultatif sur les Normes](#) peuvent déterminer qu'une industrie dans son ensemble n'est pas éligible à la certification en raison de ses impacts négatifs ou de ses pratiques, ils reconnaissent également que dans certains secteurs sujets à controverse, il est possible pour les entreprises de gérer de manière significative ces impacts négatifs potentiels ou ces controverses. Dans ce contexte, le besoin de distinguer les bons et les mauvais acteurs, ainsi que les pratiques satisfaisantes, optimales et exemplaires, peut s'avérer plus urgent que jamais, en implantant des normes rigoureuses en matière de performances sociales et environnementales vérifiées, de responsabilisation et de transparence publique. La mise en place de normes réalistes et transparentes, qui contribuent à améliorer les décisions en matière de politique, d'investissement, d'achat et d'emploi, sert au mieux les intérêts de toutes les parties prenantes.

Tout en reconnaissant qu'il existe de nombreux points de vue différents et raisonnables sur ce qui contribue à une prospérité partagée et durable pour tous, B Lab et son Conseil consultatif sur les Normes détermineront l'éligibilité à la certification B Corp et, le cas échéant, exigeront des entreprises issues de secteurs sujets à une controverse, ayant des politiques qui suscitent la controverse, ou engagées dans des pratiques controversées, qu'elles fassent preuve de transparence quant à leurs activités et à la manière dont elles gèrent et atténuent ces préoccupations. B Lab documentera et partagera également publiquement ces prises de position afin de permettre à toutes les parties prenantes, y compris les citoyens et les décideurs politiques, de porter leur propre jugement sur les performances d'une entreprise, et de favoriser un débat public réfléchi et constructif sur ces enjeux majeurs. Les déclarations et cadres de B Lab sur les questions controversées peuvent être consultés [ici](#).

Ces cadres, comme les normes de B Lab en général, sont en constante évolution, et nous espérons pouvoir les améliorer à l'avenir. B Lab est ouvert à d'autres approches qui lui permettront d'affiner son point de vue et, espérons-le, de contribuer à un dialogue constructif sur le rôle des entreprises dans la société.

Indépendamment de l'éligibilité à la certification B Corp, toutes les entreprises, quel que soit leur secteur d'activité, peuvent utiliser l'[Évaluation B Impact Assessment](#) comme outil de gestion d'impact interne pour évaluer et améliorer leurs pratiques globales, et/ou adopter une structure juridique de gouvernance des parties prenantes (telle qu'une entreprise à but non lucratif) adaptée à la structure actuelle de l'entreprise et à sa juridiction.

Si vous avez des questions ou des observations sur l'approche de B Lab concernant les points traités ci-dessous, nous vous invitons à envoyer un e-mail à l'équipe de gestion des normes de B Lab à l'adresse suivante : standardsmanagement@bcorporation.net.

Industrie minière et certification B Corp

Bien que les entreprises impliquées dans l'industrie minière jouent un rôle important dans la société et l'économie en fournissant des produits essentiels, en créant des emplois dans les communautés rurales et en stimulant les économies dans le monde entier, l'industrie minière comporte également des risques considérables en termes d'impact négatif au niveau de la société et de l'environnement.

Compte tenu de ces controverses, B Lab et son Conseil consultatif sur les Normes indépendant ont pris la décision suivante concernant leur éligibilité à la certification B Corp :

Les entreprises qui exercent leurs activités dans le domaine de l'industrie minière doivent remplir les conditions suivantes, qui doivent être communiquées sur leur profil public B Corp¹ :

- Les sites miniers de l'entreprise ont obtenu la certification IRMA 50 ou Fairmined (ARM) au moins, ou des certifications crédibles équivalentes au moment de la certification B Corp.
- Si l'entreprise a obtenu une certification IRMA 50, l'entreprise devra obtenir la certification IRMA 75 dans le délai représenté par deux périodes de recertification B Corp (soit six ans) afin de conserver sa certification B Corp. Après cela, l'entreprise doit viser une amélioration continue et démontrer ses progrès constants vers l'obtention de la certification IRMA 100.
- Les entreprises impliquées dans l'exploitation minière et celles qui réalisent des achats auprès d'autres sites miniers doivent disposer de politiques formelles et d'une surveillance continue pour gérer les risques sociaux et environnementaux caractéristiques de l'industrie minière dans leur chaîne d'approvisionnement directe à l'aide des normes IRMA ou Fairmined, y compris, par exemple, des politiques ou pratiques qui encouragent les entreprises minières fournisseuses à commencer à utiliser l'auto-évaluation IRMA, utilisant de telles évaluations pour identifier et encourager les besoins d'amélioration, et progressant dans le temps vers un statut de sites miniers audités et détenteurs de la certification IRMA.

¹ Pour obtenir les exigences supplémentaires relatives à l'extraction du charbon, consultez [cette page](#).

Présentation de l'industrie minière, des risques associés et des meilleures pratiques

L'industrie minière inclut l'extraction de toute ressource non-renouvelable, tels que les minerais de métaux et les pierres précieuses. Il est obligatoire d'obtenir un matériau qui ne peut pas être cultivé au moyen de processus d'agriculture ou créé de manière artificielle dans un laboratoire ou une usine. En 2021, 80 % des minerais extraits proviennent de mines de grande envergure.²

L'industrie minière présente des risques et impacts sociaux et environnementaux considérables. Les paragraphes suivants présentent un résumé de chaque risque significatif et certaines des meilleures pratiques du secteur en matière de gestion de ces risques :

Pratiques de travail et santé et sécurité des travailleurs

Le secteur minier se caractérise par un haut potentiel en termes de violations des droits humains, si l'on considère les risques élevés d'accidents mortels, les pratiques de travail abusives et les incidents de pollution.³ Dans le monde, environ 8 % des accidents mortels sur le lieu de travail concernent l'industrie minière, bien que ce secteur ne représente que 1 % de la main d'œuvre mondiale.⁴ Les accidents du travail, la perte d'audition induite par le bruit, les impacts sur la santé mentale ainsi que les maladies du travail causées par une exposition à des produits chimiques, à la chaleur, à des radiations et à des particules sont également significatifs dans le secteur minier. En outre, l'industrie minière est dominée par les hommes, et les femmes font face à de la discrimination en termes d'embauche, de contrat et de partage des bénéfices.⁵

Impact environnemental des matériaux extraits et des pratiques minières

Les risques environnementaux existent à travers l'ensemble du cycle de vie du processus minier. En raison de grands déplacements de déchets de roche et de végétation, l'exploitation minière souterraine est susceptible de provoquer des effondrements de tunnels et des affaissements du sol, qui peuvent libérer des composés toxiques dans l'air et dans les sources d'eau voisines.

La déforestation due à l'extraction minière mène à la désintégration des biomes et contribue aux effets d'érosion et de dérèglement climatique. Le forage et le transport de solutions durant le processus minier peuvent perturber les écosystèmes existants. Le tubage des puits, les pipelines et les réservoirs de stockage sont soumis à la corrosion en raison du contenu chimique des solutions auxquelles ils sont exposés, ce qui peut donner lieu à des fuites et à une contamination des masses d'eau adjacentes.⁶ En outre, l'extraction minière est une industrie qui utilise de grandes quantités d'eau, et les activités d'extraction dans des zones exposées à un stress hydrique peuvent exacerber les crises de l'eau. Selon une étude de 2015 menée par le

² <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-peru-mining-exclus/exclusive-peru-mines-set-to-restart-to-hit-80-production-in-a-month-industry-official-idUSKBN22J266>

³ <https://2020.responsibleminingindex.org/en/results/thematic/320>

⁴ https://www.ilo.org/public/libdoc/ilo/1993/93B09_118_engl.pdf

⁵ <https://www.responsibleminingfoundation.org/research/gender2020/>

⁶ Les fluides restants à la suite de ce processus contiennent généralement des concentrations élevées de métaux et d'isotopes radioactifs, ce qui expose les sols et sources d'eau de surfaces environnantes à des risques considérables.

Département de l'Énergie des États-Unis, la quantité totale d'eau utilisée pour l'extraction minière aux États-Unis variait de 265 à 984 millions de litres par jour.⁷

Les bassins de résidus sont des barrages en remblai de terre utilisés pour stocker les sous-produits des activités minières après séparation du minerai de la gangue, matériau précieux d'où le minerai est récupéré. Les bassins de résidus sont conçus à des fins de confinement permanent. Ils peuvent contenir des liquides, des solides ou une poudre de fines particules et sont habituellement hautement toxiques et potentiellement radioactifs. Les impacts des bassins de résidus peuvent inclure des dommages causés à l'environnement à travers la libération de métaux par le biais de drainages acides, des dommages causés à la faune aquatique et des risques d'effondrement.⁸

En outre, chaque année, l'industrie minière génère entre 1,9 et 5,1 gigatonnes d'équivalent CO₂ (CO₂e) d'émissions de GES, engendrées par les activités d'extraction et la consommation d'énergie.⁹ L'extraction minière est actuellement responsable de 4 à 7 % des émissions de GES dans le monde.¹⁰ Les émissions de CO₂ de scope 1 et de scope 2 de ce secteur (celles engendrées par les activités d'extraction et la consommation d'énergie, respectivement), représentent 1 %.

Conséquences sur la communauté concernant l'accès et l'équité aux ressources naturelles et impacts plus larges sur une zone.

Les désaccords autour de la consultation en bonne et due forme de la collectivité ainsi que du Consentement Préalable, donné Librement et en Connaissance de Cause (CPLCC) sont source de conflits au sein de l'industrie minière, en particulier dans les zones d'activité où sont présents des peuples indigènes. Les peuples indigènes ont été soumis à une exclusion sociale et à une exploitation à grande échelle de leurs terres et ressources ; ils continuent à être particulièrement touchés par les activités d'extraction, dans le sens où ces ressources se trouvent souvent au niveau de terres liées à leur identité culturelle et à leurs moyens de subsistance.¹¹ Les communautés voisines d'une zone d'extraction minière sont souvent exposées aux risques de pollution par la poussière de mine ainsi qu'à des matériaux toxiques pouvant être dangereux pour la santé humaine.

Gouvernance

La corruption et la subornation, souvent pour contourner les réglementations locales liées à l'extraction minière, sont particulièrement courantes dans l'industrie extractive. De nombreux

⁷ https://www.usgs.gov/mission-areas/water-resources/science/mining-water-use?qt-science_center_objects=0#qt-science_center_objects

⁸ <https://graphics.reuters.com/MINING-TAILINGS1/0100B4S72K1/index.html#:~:text=They%20are%20extremely%20vulnerable%20to,the%20potential%20for%20a%20rupture>

⁹ <https://www.mckinsey.com/business-functions/sustainability/our-insights/climate-risk-and-decarbonization-what-every-mining-ceo-needs-to-know#>

¹⁰ <https://www.mckinsey.com/business-functions/sustainability/our-insights/climate-risk-and-decarbonization-what-every-mining-ceo-needs-to-know#>

¹¹ <https://indianlaw.org/content/mining-industry-south-america-threatens-indigenous-communities>

sites miniers ne divulguent aucune donnée au niveau du site concernant les questions relatives à la protection de l'intérêt public, et peu d'entre eux fournissent une preuve de leur engagement envers les parties prenantes locales concernant les problématiques liées aux émissions de GES. Les plupart des entreprises sont obligées de divulguer les paiements versés aux gouvernements nationaux, bien que la plupart du temps ce ne soit pas sur une base de ventilation par projet.¹²

Le lobbying peut également jouer un rôle important dans le débat sociétal, mais lorsque celui-ci est réalisé de manière irresponsable, il peut également servir de manière excessive les intérêts de l'entreprise et avoir un impact négatif direct sur l'environnement et la société. De nombreuses entreprises ne divulguent pas de manière publique le fait qu'elles soient impliquées dans des activités de lobbying ou de promotion, et certaines législations sont mises en place pour empêcher les entreprises de réaliser des contributions politiques directes. Cependant, ceci a conduit à des relations opaques entre des entreprises et des personnalités politiques qui réalisent des contributions en leur nom. De nombreuses entreprises considèrent le lobbying comme une gestion des risques plutôt qu'une gestion des impact, ou comme une question d'impact matériel envers les parties prenantes de l'entreprise.

De la même manière, de nombreuses entreprises qui ne s'adonnent pas directement à des activités de lobbying font partie de grandes associations commerciales qui font activement pression, en leur nom, pour une réglementation législative qui profite à leur secteur au sens plus large. Le niveau de transparence autour des activités de certaines associations commerciales du secteur, y compris de l'industrie minière, est limité, nombreuses étant les associations commerciales qui ne sont pas obligées de publier leur agenda politique.

Il existe plusieurs cadres indépendants principaux permettant d'identifier les bonnes pratiques de l'industrie minière, dont la [Responsible Mining Foundation](#) et l'[Initiative pour la transparence dans les industries extractives \(EITI\)](#). En plus de ces deux cadres, qui sont centrés sur des types spécifiques d'entreprises évaluées ou des sujets pris en compte, il existe également des certifications de tierce partie qui assurent une certification et une vérification au niveau d'un ensemble complet de bonnes pratiques spécifiques à l'extraction minière, qui sont largement applicables : la [Initiative for Responsible Mining Assurance \(IRMA\)](#) et l'[Alliance pour une Mine responsable \(ARM\)](#).

L'**IRMA** est un organisme de certification qui couvre tous les matériaux extraits, à l'exception des carburants énergétiques, pour les sites miniers industriels à grande échelle dans le monde. Cette organisation est dirigée par un ensemble multipartite de syndicats, de communautés affectées par l'industrie minière, d'organisations promouvant la justice sociale et la protection de l'environnement, ainsi que d'entreprises minières et d'entreprises qui achètent des matières extraites. L'IRMA vérifie de manière indépendante la performance sociale et environnementale sur les sites miniers. En plus d'utiliser l'IRMA comme outil d'auto-évaluation, il est possible de réaliser une vérification des chapitres individuels des normes (appelée IRMA Transparency), et les entreprises à haut niveau de performance peuvent obtenir les niveaux de certification IRMA

¹² <https://www.oecd.org/dev/Corruption-in-the-extractive-value-chain.pdf>

50, IRMA 75 et IRMA 100.¹³ La qualification auprès de l'IRMA inclut une conformité à des critères classés sous quatre catégories spécifiques : Intégrité commerciale, Planification d'Héritages positifs, Responsabilité sociale et Responsabilité environnementale. Pour que le site minier d'une entreprise se certifie, l'entreprise doit obtenir un score moyen de 50, 75 ou 100 points respectivement, dans chacune des catégories citées ci-dessus. Selon l'IRMA, et sur la base des chiffres des sites miniers ayant obtenu la certification, même un score IRMA 50 représente un niveau relativement important de réussite, et l'approche à niveaux multiples de l'IRMA a été conçue pour permettre une amélioration continue dans le temps.

La mission de l'**Alliance pour une Mine responsable** est de définir des normes pour une extraction minière artisanale responsable, et de soutenir et de permettre aux producteurs de fournir des métaux et minéraux certifiés « Fairmined » à travers des chaînes d'approvisionnement économiquement justes aux marchés du monde entier. L'ARM est une initiative régie par plusieurs secteurs, fondée sur la communauté et internationale, organisée pour fournir un avantage, sous la forme d'une certification basée sur le site et le produit et d'incitations de marché correspondantes, à des communautés minières artisanales et de petite échelle qui répondent à des critères de pratiques sociales, environnementales, commerciales et de travail responsables.¹⁴ L'ARM travaille au développement des normes en étroite collaboration avec l'IRMA.

Ces certifications, ainsi que les recherches approfondies de B Lab, soulignent de nombreuses pratiques différentes à travers quatre catégories de risques principales, y compris :

Pratiques de travail et santé et sécurité des travailleurs

- Systèmes de santé et de sécurité sur le lieu de travail (OHS)
- Mesures pour attirer et conserver des effectifs diversifiés sur le plan des genres
- Exploitation minière numérisée

Impact environnemental

- Réalisation et divulgation d'évaluations régulières
- Stratégies de gestion des ressources en eau
- Identification et évaluation des risques potentiels
- Adoption d'une approche axée sur le cycle de vie
- Décarbonisation

Impacts sur la communauté

- Engagement envers les parties prenantes de la communauté :
- Engagements formels
- Systèmes de diligence raisonnable
- CPLCC et communautés indigènes

Gouvernance

¹³ <https://responsiblemining.net/what-we-do/certification/>

¹⁴ <https://www.responsiblemines.org/fr/>

- Adoption d'un comportement de site minier responsable
- Surveillance, évaluation et action de la part de l'entreprise dans le but d'améliorer ses performances contre la subornation et la corruption
- Mécanismes de dénonciation
- Lobbying

Justification de la décision du Conseil consultatif sur les Normes :

Bien qu'il existe sans aucun doute des risques spécifiques et matériaux liés à l'industrie minière, les recherches de B Lab ont démontré que l'extraction minière est actuellement nécessaire étant donné les besoins de la société et de l'économie, et que les risques de cette industrie peuvent être gérés à travers des bonnes pratiques. Étant donnée la complexité de ces bonnes pratiques, et pour éviter toute duplication ou affecter l'efficacité là où existent d'autres normes crédibles pour l'industrie, il est justifié de lier la certification B Corp à ces normes indépendantes, établies, crédibles et vérifiées.

Les recherches de B Lab indiquent que les certifications IRMA et Fairmined constituent des normes indépendantes, multipartites, crédibles et reconnues mondialement, qui couvrent les risques matériels identifiés ci-dessus pour l'industrie minière. La recommandation de l'obtention de la certification IRMA 50 comme exigence minimale avec amélioration continue a été établie en prenant en considération le fait que le score IRMA 50 est en lui-même une norme aspirationnelle pour les entreprises minières, tout en reconnaissant le besoin d'une amélioration continue dans le temps.

La décision du Conseil consultatif sur les Normes est le fruit de recherches indépendantes menées par B Lab et de consultations de parties prenantes, notamment d'experts universitaires.

Cette déclaration est effective depuis juin 2021 jusqu'à un nouveau jugement de la part du Conseil consultatif sur les Normes.

Veillez envoyer vos commentaires ou vos questions à l'équipe de gestion des normes de B Lab à l'adresse suivante : standardsmanagement@bcorporation.net.